

## STATUTS DE L'ASSOCIATION GROUPEMENT D'EMPLOYEURS « NOVATIA »

Dans le cadre et le respect de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et son décret d'application du 16 août 1901 ainsi que des dispositions législatives et réglementaires relatives aux groupements d'employeurs et notamment la loi du 25 juillet 1985 et le Code du travail en ses articles L.1253-1 à L.1253-24, il est créé, par les personnes morales signataires des présents statuts, une association constitutive d'un groupement d'employeurs.

### **Article 1 : Dénomination**

Il est fondé, entre les personnes morales adhérentes aux présents statuts, un groupement d'employeurs sous la forme d'une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, le décret du 16 Août 1901, la loi du 25 juillet 1985, ainsi que par l'ensemble des mesures législatives et réglementaires applicables aux groupements d'employeurs et notamment les articles L.1253-1 à L.1253-4 du Code du travail.

Cette association est dénommée « **Association Groupement d'Employeurs Novatia** » et par suite dans les présents statuts désignée sous le terme « Groupement ».

### **Article 2 : Objet**

Le Groupement a pour objet exclusif la mise à disposition de ses seuls membres, d'un ou plusieurs salariés liés au Groupement par un contrat de travail. Il peut également apporter à ses membres son aide ou ses conseils en matière d'emploi et de gestion des ressources humaines.

Les activités du Groupement sont sans but lucratif.

### **Article 3 : Convention et accords collectifs**

Le Groupement applique aux salariés qu'il emploie la convention collective nationale applicable au Personnel des Bureaux d'Études Techniques, des Cabinets d'Ingénieurs-Conseils et des Sociétés de Conseils (SYNTEC).

### **Article 4 : Durée**

La durée du Groupement est illimitée.

### **Article 5 : Siège social**

Le siège social du Groupement est fixé à Montée Saint Martin, bâtiment l'Occitan, entrée A, 2<sup>ème</sup> étage, 26200 MONTELIMAR.

Il pourra être transféré sur proposition du Bureau approuvée par l'Assemblée Générale.

## **Article 6 : Composition**

Le Groupement se compose en premier lieu des membres fondateurs dont la liste est donnée en annexe n°1 aux présents statuts et qui déclarent satisfaire aux conditions énoncées à l'article 7 ci-après.

Le Groupement pourra accueillir de nouveaux membres adhérents dans les conditions prévues par ce même article 7 des présents statuts.

## **Article 7 : Adhésion – Admission**

L'adhésion au Groupement est réservée aux seules personnes morales publiques ou privées ayant la qualité de pouvoirs adjudicateurs qui se sont engagées à respecter les présents statuts ainsi que le règlement intérieur qui y figure en annexe n°2 et se sont acquittées de leur cotisation annuelle d'adhérent.

Toute demande d'adhésion doit être formulée par écrit et adressée au siège du Groupement à l'attention du (de la) Président(e).

Pour être effective l'adhésion doit être approuvée par l'Assemblée Générale.

## **Article 8 : Perte de la qualité de membre**

La qualité de membre adhérent du Groupement se perd :

- par la cessation d'activité de l'adhérent,
- par la décision de l'adhérent de se retirer du Groupement adressée par écrit au (à la) Président(e) ; dans ce cas, l'adhérent sera tenu de respecter un préavis de six (6) mois minimum et en tout état de cause son retrait ne prendra effet qu'après qu'il se soit acquitté de toutes les sommes dues par lui au Groupement,
- par l'exclusion prononcée par le Bureau pour manquement grave au fonctionnement du Groupement, notamment en cas d'infraction aux statuts, aux conditions de travail, en cas de non-paiement des factures émises par le Groupement à son attention et, plus largement, en cas d'infraction à la réglementation fiscale et sociale en vigueur ;
- par la radiation automatique en cas de non-paiement de la cotisation annuelle après une deuxième relance adressée, comme la première, en recommandée avec avis de réception et restée à nouveau sans effet après un délai de trente (30) jours calendaires.

La radiation, insusceptible d'appel devant l'Assemblée Générale, est signifiée par le (la) Président(e) par écrit adressé en recommandé avec avis de réception et est immédiatement effective. L'intéressé reste en tout état de cause tenu au paiement des sommes dues par lui au Groupement et sa cotisation annuelle reste entièrement acquise au Groupement.

La décision d'exclusion prononcée par le Bureau est signifiée au membre adhérent concerné par le (la) Président(e) par écrit adressé en recommandé avec avis de réception et est immédiatement effective. L'adhérent exclu à la possibilité de faire appel de la décision du Bureau devant l'Assemblée Générale qui suit son exclusion. Dans tous les cas l'adhérent exclu reste tenu au paiement des sommes dues par lui au Groupement et sa cotisation annuelle reste acquise au Groupement.

Dans le cas d'un retrait, l'intéressé ne pourra pas faire de nouvelle demande d'adhésion pendant un délai de six (6) mois suivant la date effective de ce retrait.

La perte de la qualité de membre, quelle qu'en soit la raison, implique la cessation immédiate des mises à disposition de personnel dont le membre concerné pouvait bénéficier.

La cessation d'activité, la perte de la qualité de pouvoir adjudicateur, le retrait, l'exclusion ou la radiation d'un membre du Groupement n'entraîne pas la dissolution du Groupement, qui continue d'exister entre les autres membres du Groupement.

### **Article 9 : Ressources - Budget - Solidarité**

Les ressources du Groupement se composent :

- de la cotisation annuelle de ses membres,
- de la mise à disposition de personnels à ses membres et des prestations de conseil en matière d'emploi et de gestion des ressources humaines,
- des subventions,
- des dons et legs,
- de toutes autres ressources autorisées par la loi.

Le groupement peut éventuellement contracter des emprunts auprès d'organismes bancaires. Ces emprunts sont décidés par l'Assemblée Générale sur proposition du (de la) Président(e) avec l'agrément du Bureau.

Le montant de la cotisation annuelle d'adhérent au Groupement est fixé par l'Assemblée Générale. Il peut être révisé chaque année en fonction des prévisions budgétaires proposées par le Bureau qui en délibère. Le budget est ensuite adressé à l'Assemblée Générale pour approbation.

Les membres du Groupement sont solidairement responsables des dettes salariales et sociales du Groupement. En cas de dette ou de passif social, le Groupement utilisera en priorité un fonds de réserve alimenté notamment par le résultat de chaque exercice. En cas d'insuffisance du fonds de réserve, la responsabilité solidaire sera supportée en dernier ressort par les membres du Groupement au prorata des facturations sur les douze (12) derniers mois précédant l'évènement ayant déclenché la responsabilité. Toutefois, au cours de la première année d'existence du Groupement, cette responsabilité sera supportée à part égale par l'ensemble des membres adhérents.

### **Article 10 : Bureau**

Le Groupement est administré par un Bureau composé de quatre (4) membres :

- un(e) Président(e),
- un(e) Vice-président(e),
- un Trésorier ou une Trésorière,
- un(e) Secrétaire.

élus par l'Assemblée Générale.

Les membres du Bureau ne sont pas obligatoirement choisis parmi les membres de l'Assemblée Générale.

Pour l'élection du Président, l'Assemblée Générale est présidée par le doyen de ses membres.

Le Bureau est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les décisions qui ne sont pas de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale.

Il prend également les décisions pour lesquelles il a reçu délégation de l'Assemblée Générale.

Les fonctions de membre du Bureau sont gratuites. Les membres du Bureau peuvent toutefois se voir rembourser les frais afférents à leurs fonctions.

Le Bureau, convoqué par le Président, se réunit chaque fois que cela est nécessaire et au moins une fois tous les trois (3) mois. Dans l'intervalle des réunions trimestrielles, le Bureau est également convoqué sous huit (8) jours si la moitié de ses membres au moins en formule la demande auprès du (de la) Président(e).

Toute convocation du Bureau indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est adressée par écrit, sous quelque forme que ce soit, au domicile des membres du Bureau, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse. L'envoi des convocations aux membres du Bureau peut être effectué autrement que par courrier traditionnel, et notamment par voie dématérialisée, à l'adresse électronique de leur choix qu'ils auront signifié par écrit au (à la) Président(e).

Les convocations sont adressées au moins cinq (5) jours francs avant celui de la réunion.

Le Bureau ne peut valablement délibérer que lorsque plus de la moitié de ses membres en exercice est présente. Si, après une première convocation ce quorum n'est pas atteint, le Bureau est à nouveau convoqué. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Les décisions du Bureau sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du (de la) Président(e) est prépondérante.

Un membre du Bureau ne pouvant assister à une réunion peut donner un pouvoir écrit à un autre membre du Bureau pour le représenter. Un membre du Bureau ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Le Bureau peut s'adjoindre, même temporairement, toute personne dont les compétences ou les responsabilités peuvent être utiles au traitement d'un ou plusieurs points de l'ordre du jour. Les personnes ainsi invitées siègent avec voix consultative uniquement.

Les délibérations du Bureau sont constatées dans un procès-verbal inscrit au registre des délibérations du Groupement. Le Procès-verbal est signé par le (la) Président(e) et le (la) secrétaire.

Le (la) Président(e) ou le (la) Vice-président(e) peuvent chacun(e) délivrer des copies ou des extraits des procès-verbaux.

En cas de démission, de décès ou perte de la qualité grâce à laquelle un membre siège au Bureau, il sera pourvu au remplacement du membre concerné selon les mêmes modalités d'élection que ci-dessus.

### **Article 11 : Président(e)**

Le (la) Président(e) représente le Groupement dans tous les actes de la vie civile et est investi(e) de tous pouvoirs à cet effet.

Le (la) Présidente assure également le fonctionnement du Groupement.

A cet effet :

- il (elle) prépare le budget du Groupement qui est soumis au Bureau et voté par l'Assemblée Générale Ordinaire,
- il (elle) prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Bureau et de l'Assemblée Générale,
- il (elle) exerce la direction des services du Groupement,
- dans la limite des emplois prévus au budget du Groupement, il (elle) recrute et licencie les personnels salariés du Groupement avec l'agrément du Bureau,
- avec l'agrément du Bureau, il (elle) conclut les conventions de mise à disposition des salariés aux adhérents du Groupement,
- il (elle) prescrit l'exécution des recettes et des dépenses,
- il (elle) intente, après autorisation du Bureau, au nom du Groupement, les actions en justice et défend le Groupement dans les actions intentées contre lui,
- il (elle) prend les décisions pour lesquelles il (elle) a reçu délégation de l'Assemblée Générale Ordinaire,
- il (elle) peut, sans autorisation préalable du Bureau et de l'Assemblée Générale, faire tous actes conservatoires des droits du Groupement,
- il (elle) établit chaque année un rapport sur l'activité du Groupement qui est soumis au Bureau puis à l'Assemblée Générale en même temps que les comptes du Groupement de l'exercice écoulé.

Le (la) Président(e) peut déléguer au (à la) Vice-président(e) une partie de ses pouvoirs.

Il (elle) préside les Assemblées Générales, dirige les débats, met aux voix les délibérations et proclame les résultats du scrutin.

En cas d'absence ou d'empêchement, le (la) Président(e) est remplacé(e) par le (la) Vice-président(e).

### **Article 12 : Assemblée Générale**

L'Assemblée Générale est l'organe délibérante du Groupement. Chacun des membres adhérents du Groupement régulièrement inscrits sur le registre des adhésions et à jour de l'ensemble de ses contributions financières désigne deux (2) représentants pour siéger à l'Assemblée Générale.

Les fonctions de membre de l'Assemblée Générale sont gratuites.

L'Assemblée Générale se réunit au siège du Groupement ou dans un lieu choisi par le (la) Président(e) et approprié à la recevoir.

Le délai de convocation de l'Assemblée Générale est fixé à cinq (5) jours francs minimum.

Les convocations indiquent les questions portées à l'ordre du jour. Elles sont adressées par écrit, sous quelque forme que ce soit, au domicile des membres de l'Assemblée Générale, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse. L'envoi des convocations aux membres de l'Assemblée Générale peut être effectué autrement que par courrier traditionnel, et notamment par voie dématérialisée, à l'adresse électronique de leur choix qu'ils auront signifié par écrit au (à la) Président(e).

Le (la) Président(e) peut réunir l'Assemblée Générale chaque fois qu'il (elle) le juge utile.

Il (elle) est tenu(e) de convoquer l'Assemblée Générale dans un délai maximal de quinze (15) jours quand la demande lui en est faite par le tiers (1/3) au moins des membres de l'Assemblée Générale ou la moitié (1/2) au moins des membres du Bureau en exercice.

Le (la) Président(e) fixe le lieu, la date et l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale ne délibère valablement que lorsque plus de la moitié (1/2) de ses membres en exercice est présente. Si, après une première convocation régulièrement faite ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale est à nouveau convoquée. Elle délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un membre s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le (la) Président(e) lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les membres de l'Assemblée Générale absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Un membre empêché d'assister à une séance de l'Assemblée Générale peut donner à un autre membre de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable et il ne peut être valable pour plus de deux (2) réunions consécutives.

Les délibérations de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés sauf dans les cas suivants :

- modification des statuts et/ou du règlement intérieur,
- dissolution du Groupement,

pour lesquels la majorité des deux tiers (2/3) des suffrages exprimés est exigée. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du (de la) Président(e) est prépondérante.

Il est voté au scrutin secret :

- 1° Soit lorsqu'un tiers (1/3) des membres présents le réclame ;
- 2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux (2) tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

L'Assemblée Générale peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir les nominations prennent effet immédiatement.

Les séances de l'Assemblée Générale donnent lieu à l'établissement du procès-verbal des débats. Une fois établi, ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres de l'Assemblée Générale qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement. Les membres de l'Assemblée Générale ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal.

L'Assemblée Générale se réunit au moins une (1) fois tous les six (6) mois.

Elle a compétence exclusive et délibère pour :

- procéder à la désignation des membres du Bureau,
- fixer le montant annuel de la cotisation des membres du Groupement,
- approuver le budget des recettes et dépenses et les décisions modificatives,
- fixer la limite de l'enveloppe annuelle indemnitaire permettant la prise en charge des frais des membres du Bureau,
- autoriser les emprunts,
- modifier les statuts et le règlement intérieur,
- décider de l'adhésion du Groupement à un autre groupement,
- décider la dissolution du Groupement,
- décider des acquisitions, aliénations et prises en location de biens immobiliers,
- décider des conditions générales de passations des autres contrats et conventions,
- autoriser la conclusion des transactions,
- accepter ou refuser les dons et legs,
- approuver les comptes annuels de l'exercice écoulé et donner quitus au Bureau,
- approuver le rapport annuel d'activité de l'exercice écoulé,
- répondre aux questions qui lui sont soumises pour avis par le Bureau,

Les achats de travaux, de fournitures et de services par le Groupement sont soumis aux règles définies par le Code de la commande publique. L'Assemblée Générale peut donner délégation au Bureau dans son ensemble ou au (à la) Président(e) pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le



règlement des contrats de travaux, fournitures et de services selon la procédure adaptée et dans la limite du montant fixé, dans ce cadre, par l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale peut également donner délégation au Bureau dans son ensemble ou au (à la) Président(e) pour prendre toute décision concernant la prise en location de biens immobiliers dans les limites de durée et de montant de loyer qu'elle fixe.

La passation de ces contrats d'achat et/ou de location donne lieu à un compte rendu spécial à l'Assemblée Générale dès sa plus proche réunion.

Les délibérations de l'Assemblée Générale sont inscrites par ordre de dates sur un registre coté et paraphé par le (la) Président(e) ou le (la) Vice-président(e) auquel (à laquelle) elle aura donné délégation à cet effet et le (la) secrétaire.

Chaque membre de l'Assemblée Générale dispose d'une (1) seule voix.

Les délibérations de l'Assemblée Générale ne sont valables que si deux tiers (2/3) des membres est présent ou représenté.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

La voix du Président est prépondérante en cas de partage égal des voix sauf si la délibération concerne une nomination.

En cas de démission, de décès ou perte de la qualité grâce à laquelle un membre siège à l'Assemblée Générale, il sera désigné un(e) remplacement(e) par l'adhérent du Groupement concerné.

### **Article 13 : Contrôle des comptes**

Sur proposition du Bureau, l'Assemblée Générale désigne un commissaire aux comptes pour le Groupement.

### **Article 14 : Recours à la visioconférence**

Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale et du Bureau, chacun en ce qui le concerne, le (la) Président(e) peut décider que la réunion de l'Assemblée Générale ou du Bureau se tienne en plusieurs lieux, par visioconférence.

Lorsque la réunion se tient par visioconférence, le quorum est apprécié en fonction de la présence des membres de l'instance concernée dans les différents lieux par visioconférence.

Les votes ne peuvent avoir lieu qu'au scrutin public par appel nominal. En cas de partage des voix, la voix du (de la) Président(e) est prépondérante. Le (la) Présidente proclame le résultat du vote, qui est reproduit au procès-verbal avec le nom des votants.

Lorsqu'il doit être voté au scrutin secret, le (la) Président(e) reporte le point de l'ordre du jour à une séance ultérieure, qui ne peut se tenir par visioconférence.



La réunion de l'Assemblée Générale au cours de laquelle il doit être procédé à l'élection des membres du Bureau et celle qui concerne l'adoption du budget ne peuvent se tenir par visioconférence.

Lorsque la réunion se tient entièrement ou partiellement par visioconférence, il en est fait mention dans la convocation.

### **Article 15 : Règlement intérieur**

Un règlement intérieur fixe les dispositions ou précisions non prévues ou apportées aux présents statuts ou précise, s'il y a lieu et nécessaires à la bonne administration du Groupement.

### **Article 16 : Annexes**

Sont jointes aux présents statuts, les annexes suivantes :

- Annexe 1 : Membres fondateurs du Groupement
- Annexe 2 : Règlement intérieur du Groupement